

Syrie : relance de la coopération bilatérale

Le rythme des relations diplomatiques de haut niveau s'est accéléré depuis mai 2008 : à la visite du président Bachar Al-Assad à Paris ont succédé à Damas celles du président de la République française et du ministre des Affaires étrangères. Autant de signes en faveur d'une relance de la coopération entre la Syrie et la France.

■ Le retour de la croissance

Depuis cinq ans la Syrie a lancé une succession de réformes visant à raccrocher le pays à l'économie mondiale et à assouplir ses modes de régulation économique. Pour l'essentiel, il s'agit de favoriser le secteur privé comme moteur de croissance et la libéralisation progressive des échanges. Cette stratégie se révèle fructueuse puisque l'année 2009 en voit les premiers résultats : assainissement des finances publiques, retour du secteur bancaire et des assurances privés, restructuration du système fiscal et douanier, réouverture de la bourse de Damas le 29 janvier. L'environnement juridique, économique et financier semble plus ouvert à l'investissement étranger malgré la persistance de faiblesses structurelles (forte évasion fiscale et insuffisance des ressources fiscales). En 2009, le contexte économique et diplomatique s'avère donc favorable à un renforcement de la coopération franco-syrienne.

■ Une coopération technique prometteuse

C'est dans ce contexte qu'Adetef intervient pour contribuer à l'évolution dynamique de l'économie, notamment par la réorganisation de l'administration économique et financière et la réforme de sa gouvernance. Adetef a déjà pris part depuis le début de l'année à un séminaire à Damas de l'Agence française de développement et la Mission économique sur les partenariats public-privé, et organisé avec la Douane une présentation de l'expérience française en matière de valeur de douane et de contrôle de la valeur. Seront ensuite organisés un audit du dispositif d'émission de bons du Trésor avec l'Agence France Trésor, un séminaire sur la concurrence et la régulation des marchés grâce à l'expertise de la direction générale de la Concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes, et un atelier sur la TVA avec la direction générale des Finances publiques. Enfin, dans le cadre de la visite du ministre de l'Industrie et de la consommation Luc Chatel, du 6 au 9 février 2009, une déclaration commune en matière de coopération administrative a été signée avec le ministre syrien de l'Économie et du commerce. Une coopération active et prometteuse donc, marquée par une intensification notable des échanges et des transferts de connaissances, qui ouvre la voie à des projets de plus long terme.

À la Une LES ÉCONOMIES LATINO-AMÉRICAINES FACE À LA CRISE

L'édition 2009 du Forum économique international Amérique latine et Caraïbes s'est tenue le 26 janvier à Paris. Co-organisée par le ministère de l'Économie, de l'Industrie et de l'emploi, le Centre de développement de l'OCDE et la Banque interaméricaine de développement, en partenariat avec Ubifrance, la conférence était consacrée à l'analyse de la situation économique et budgétaire des pays d'Amérique latine et aux perspectives de partenariats d'affaires.

■ Des budgets de crise

Bénéficiant d'une participation de très haut niveau, les exposés macro-économiques ont mis l'accent sur la nouveauté de cette crise exogène pour des économies plutôt habituées à faire face à des désordres monétaires internes.

Les gouvernements de ces pays ont tous adopté de coûteux budgets de crise pour aider les entreprises et les ménages les plus pauvres à passer un cap difficile.

Mais si tous les programmes semblent partager la même inspiration keynésienne, des nuances sont perceptibles selon les orientations politiques : les gouvernements de droite entendent donner la priorité au secteur privé et à une relance par l'offre, alors que ceux de gauche insistent sur le soutien direct à la demande, c'est-à-dire aux populations les plus défavorisées.

La discussion a aussi porté sur l'horizon temporel et l'ambition de telles mesures : pour certains, sous peine de provoquer un déséquilibre durable des finances publiques, elles doivent garder un caractère exceptionnel et de courte durée, alors que pour d'autres elles peuvent conduire à réorienter les dépenses publiques vers un mode de développement plus qualitatif en investissant dans l'éducation et la recherche-développement.

■ Des risques non écartés

Alors que les représentants des pays latino-américains montraient une certaine sérénité, les représentants des organisations internationales et autres institutions les ont mis en garde contre une attitude trop confiante dans la bonne santé des fondamentaux. Quelques facteurs de risque ont été évoqués : les réserves de change ne constituent pas un bouclier absolu ; la chute des cours des matières premières peut engendrer beaucoup d'instabilité ; les organismes prêteurs sont prioritairement sollicités par les pays du Nord ; enfin, la confiance des ménages à l'égard des pouvoirs publics ainsi que leur disponibilité à payer des impôts restent faibles. Le spectre de l'instabilité des prix et des monnaies, qui a longtemps constitué le travers des économies latino-américaines, a été évoqué. Pour se prémunir contre le risque d'anticipation inflationniste, les dirigeants doivent rester attentifs aux mouvements de la société civile et chercher à préserver le climat social bénéfique qui s'est instauré au cours des dernières années.

La seconde partie du Forum se voulait plus opérationnelle avec l'échange de témoignages et de conseils sur le potentiel de coopération et le montage de partenariats entre des entreprises issues de l'Union européenne et de la région Amérique latine-Caraïbes. Concession à la crise ou illustration des préoccupations croissantes en matière de développement durable, il est à noter qu'à côté des infrastructures de transport, des services de distribution d'eau et d'assainissement et de l'environnement en général, le commerce équitable et le tourisme responsable figuraient en bonne place dans la liste des secteurs économiques stratégiques.

À noter

25 et 26 mai 2009

- **Les 8^e Rencontres internationales de la gestion publique : « Quels dirigeants publics pour demain ? »**
 - Thème : regards internationaux et échanges d'expérience sur les dirigeants publics (rôle, compétences et formation, responsabilité et valeurs).
 - Co-organisé par l'IGPDE et l'OCDE et en partenariat avec la direction de l'Administration et de la fonction publique.
 - Lieu : Bercy.
 - [Pour s'inscrire](#)

À lire

- **Sur la Syrie**
 - _ un état politique, géopolitique et diplomatique de la Syrie par Denis Bauchard : « [La Syrie au Carrefour des risques](#) » (IFRI).
 - _ Plus prospectif, l'auteur de « [Dialoguer avec Damas ? Les leçons de l'expérience française](#) » (ICG, *Briefing Moyen-Orient*, n° 27) voit dans la politique de rapprochement française les possibles prémisses d'une politique américaine normalisée envers la Syrie.

Nouvelles internes

- **Agnès ARCIER, conseiller économique, ancien chef du service des politiques d'innovation et de compétitivité à la direction générale des Entreprises, a été nommée Présidente du GIP Adetef le vendredi 13 février.**
- Thierry PRIESTLEY, directeur du Travail, ancien secrétaire général de la Délégation interministérielle à la lutte contre le travail illégal (DILTI) arrive à Adetef en tant que conseiller de la Présidente.
- Jean-Claude MIZZI, administrateur civil, rejoint Adetef en qualité de chargé de mission, sur le thème du développement durable.
- Marion LABATUT, chargée de mission, et Henri PRÉVOT, coordonnateur scientifique, intègrent l'antenne Adetef Vietnam dans le cadre du 8^e Forum franco-vietnamien.
- Marie-José FOLKMANN rejoint Adetef en tant qu'assistante de la Présidente.

ACTUALITÉS PAYS

■ SINGAPOUR

Séminaire Asean sur la négociation commerciale

Un séminaire portant sur le renforcement des capacités en matière de négociation commerciale a eu lieu du 23 au 26 février 2009 à Singapour. Co-organisé par le ministère des Affaires étrangères de Singapour et Adetef à destination des pays de la zone Asean, il s'inscrit en particulier dans le processus de renforcement des liens commerciaux et de partenariat entre les pays du Sud-Est asiatique. Les interventions des experts singapouriens ont permis de nourrir les débats sur l'évolution de la réglementation du commerce international, les négociations au niveau régional et multilatéral ainsi que les stratégies communes à définir. L'application de nouvelles règles commerciales a également été au centre des discussions.

Contact : Yannick Richet

■ ALGÉRIE

Séminaire bilatéral de modernisation budgétaire

Dans le cadre du mémorandum de coopération financière conclu en juin entre la France et l'Algérie, un séminaire de haut niveau sur la modernisation budgétaire s'est tenu à Alger le 18 janvier. Organisé conjointement par Adetef et le ministère des Finances algérien, le séminaire a évalué l'état des réformes en cours dans les deux pays : l'évolution des rapports entre la direction générale du Budget et les ministères dépeniers, le fonctionnement des structures déconcentrées dans les processus budgétaires et les questions liées au pilotage et au retour d'expérience sur les réformes en cours.

Contacts : Yvon Ollivier, Yannick Richet

■ PALESTINE

Visite du comité de pilotage du projet de création de l'Institut des Finances

Fin décembre, le directeur d'Adetef et l'équipe développement des ressources humaines ont accueilli le comité de pilotage de l'Institut des Finances dédié à la formation des agents du ministère des Finances palestinien. Le comité de pilotage a mis à jour le programme des activités. La mission de coopération de la direction générale des finances publiques a participé aux décisions sur la composante gestion publique. Les directeurs du Trésor, des Douanes et de la TVA, de l'Administration et des finances ainsi que des Relations internationales palestiniens ont aussi assisté à la présentation des écoles du Trésor et de l'INSEE. Ceci dans la perspective de situer les enjeux pour l'Institut des Finances palestinien.

Contact : Jan Robert Suesser

ADETEF EN BREF

■ Conseil d'administration

Le Conseil d'administration d'Adetef accueille un nouveau membre ; la direction générale de la Modernisation de l'Etat désignée par le ministre du Budget, des comptes publics et de la fonction publique.

■ Formation de formateurs au Gabon

Adetef a mis en œuvre en janvier 2009 à Libreville deux sessions d'échanges portant sur la formation de formateurs et la création d'outils pédagogiques. À destination des cadres de la direction générale des Services du Trésor et des services déconcentrés, elles avaient pour objectif de favoriser la mise en place d'un référentiel qualité.

■ Programme PEFA

Dépenses publiques et responsabilité financière

Adetef a été sélectionné pour participer à un séminaire de formation PEFA du 7 au 9 janvier 2009 à Marseille. Co-organisé par l'Agence française pour le développement et le ministère des Affaires étrangères et européennes, il avait pour objectif de renforcer l'offre de formation francophone sur ce thème et notamment sur le cadre méthodologique permettant de mesurer la performance de la gestion des finances publiques d'un pays par l'analyse d'une série d'indicateurs de haut niveau.

Contact : Christian Levert

Directrice de la publication : Agnès Arcier / Rédaction : Elsa Berry